



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2636>

Emilie Moreau : AP 2022 - quand le gouvernement démantèle l'école et renonce à la lutte contre les inégalités

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2018-2019 - Conseil national des parents de 2018
Date de mise en ligne : dimanche 16 septembre 2018
Date de parution : 16 octobre 2018

**l'école
émancipée**

L'École Émancipée

Début août, le gouvernement a confirmé que l'éducation ne serait pas épargnée par les réformes Action publique 2022. Le gouvernement communique sur la formation initiale avec la mise en place d'un pré-recrutement, la pseudo amélioration de la formation continue, la revalorisation salariale basée sur le mérite, l'attractivité du métier qui ne passe ni par les conditions de travail ni par le salaire, le lien avec les familles mais l'objectif fixé au système éducatif français est révélateur : « ...placer la France dans les dix meilleurs systèmes éducatifs mondiaux » tout cela en réalisant 30 milliards d'économies sur l'ensemble de la dépense publique.

Autrement dit : Afficher de meilleurs résultats des élèves français aux études internationales en réduisant les moyens.

Moins de moyens alors que la France sous investit de façon importante dans son école en comparaison des pays de l'OCDE qui réussissent mieux qu'elle. Depuis plusieurs mois, le gouvernement instille dans l'opinion publique que la France serait sur-administrée au regard de ses voisins européens, que cela coûte cher à la France et aux Français-es. En réalité, la France est dans la moyenne européenne. Mais cette com', ce « fonctionnaire bashing » permet au gouvernement de ne pas parler de ses vrais choix budgétaires, accordant toujours plus de cadeaux aux plus riches et aux entreprises. Ces cadeaux sont autant de rentrées fiscales en moins qui ne peuvent financer les services publics. Or, les services publics, bien commun pour l'ensemble des citoyen-nes, loin d'être seulement un coût, sont aussi un formidable amortisseur social et un outil qui devrait permettre de réduire les inégalités.

Toujours dans la com', notre ministre argue du mieux pour les élèves alors que le budget contraint va dégrader les conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. Les riches l'ont bien compris, eux qui reçoivent massivement l'aval du ministère pour ouvrir des écoles privées hors contrat mais aussi hors de prix pour assurer à leur progéniture des conditions d'apprentissage conformes à leur ambition.

Ainsi revoir la formation initiale en introduisant le pré-recrutement, ne signifie pas la démocratisation de l'accès du métier mais la création d'une main d'oeuvre corvéable, devant assumer jusqu'à des remplacements.

Renforcer la formation continue sans que cela soit au détriment des apprentissages des élèves. Ainsi le manque de remplaçant-es, dysfonctionnement créé par notre employeur, permettrait à ce dernier d'imposer une formation continue hors temps élèves. Augmenter la rémunération mais seulement par le biais d'heures supplémentaires. On est loin d'une augmentation uniforme de la valeur du point d'indice bénéficiant à toutes et tous reconnaissant l'investissement de tous les agent-es et venant compenser l'augmentation du coût de la vie.

Augmenter l'attractivité du métier mais seulement pour les secondes carrières. Est-ce à dire que pour réformer le métier il faudrait y faire rentrer massivement des ancien-nes salarié-es du privé ? Dans la vraie vie, ces collègues sont nombreux à nous dire qu'ils ont été très désagréablement surpris par la gestion des personnels dans l'Education nationale, souvent plus rude que ce qu'ils ont pu connaître dans leur précédente carrière.

Pour compléter le tableau il ne faut pas oublier les suppressions de postes prévues par le budget, 50 000 sur le quinquennat pour la Fonction publique d'Etat. L'Education nationale devra y contribuer.

Certes dans le premier degré il y a une baisse démographique mais la poursuite des dédoublements avec les CE1 en REP à la prochaine rentrée ne pourra pas se faire à moyens constants. Enseignant-es, parents et élu-es locaux ne seront pas dupes.

Tout cela dans le but de faire croire que le système éducatif peut fonctionner à moindre coût et que son échec serait

en grande partie imputable aux enseignant-es. Ce rapport CAP 22 est porteur, pour l'éducation, de renoncements à la lutte contre les inégalités sociales, territoriales et confirme le recul d'une ambition de réussite et d'émancipation de tous nos élèves.

Gageons que les personnels, parents et élu-es convaincu-es de la nécessité de la démocratisation du service public d'éducation, sauront construire les initiatives nécessaires pour contrer l'Ecole Macron à la sauce Blanquer.